

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 160

[2008/200129]

6 DECEMBRE 2007. — Décret relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o Gouvernement : le Gouvernement wallon;

2^o services : les services d'aide aux familles et aux personnes âgées exerçant une ou plusieurs des activités suivantes, telles que visées aux articles 4 et 5 :

a. aide à la vie quotidienne;

b. garde à domicile.

Nonobstant l'emploi de termes féminins ou masculins, les activités des services sont réalisées tant par des hommes que par des femmes;

3^o bénéficiaire : toute personne recevant une aide d'un service visé au 2^o du présent article;

4^o aidant proche : personne qui apporte régulièrement son aide à un bénéficiaire, au domicile de celui-ci, à l'exclusion de toute aide réalisée dans un cadre professionnel;

5^o administration : les services désignés par le Gouvernement;

6^o Ministre : le Ministre de l'Action sociale dans ses attributions;

7^o représentant :

a. le représentant légal ou judiciaire du bénéficiaire;

b. le mandataire désigné par le bénéficiaire à l'exception de toute personne qui exerce une activité dans le service d'aide aux familles et aux personnes âgées ou qui prend part à sa gestion, ou qui est soumise à l'autorité du gestionnaire du service;

8^o domicile : lieu où le demandeur d'aide habite de manière habituelle et effective à l'exclusion des structures d'hébergement collectif dont la liste est définie par le Gouvernement. Afin de soutenir le maintien à domicile, le Gouvernement peut assimiler au domicile d'autres lieux de vie;

9^o requérant : tout bénéficiaire à l'exclusion de l'aidant proche.

Art. 3. § 1^{er}. Pour être agréés, les services doivent respecter les normes établies par ou en vertu du présent décret.

L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée de six ans.

§ 2. Le Gouvernement peut accorder des subventions aux services agréés conformément aux normes établies par ou en vertu du présent décret.

§ 3. Dans tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service, celui-ci doit ajouter la mention "service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé par la Région wallonne" suivie du numéro d'agrément ou, s'il est subventionné, la mention "service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé et subventionné par la Région wallonne" suivie du numéro d'agrément.

CHAPITRE II. — *Des activités des services*

Art. 4. § 1^{er}. Les services interviennent à domicile afin de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide à la vie quotidienne des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté, en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de stimuler la personne aidée afin de maintenir au maximum son autonomie.

§ 2. L'activité d'aide à la vie quotidienne, effectuée par les aides familiales et les aides seniors, a pour but de réaliser avec le bénéficiaire des actes de vie quotidienne, tels que définis par le statut de l'aide familiale.

Le Gouvernement est chargé d'adopter ce statut. Ce statut doit préciser la fonction de l'aide familiale dans le cadre de l'intervention auprès des familles, dans le cadre du travail en équipe et dans le cadre du travail en interdisciplinarité. Il doit préciser l'accès à la profession d'aide familiale en matière de compétence et de capacité. Le statut comprendra des aspects de déontologie qui porteront sur les droits et obligations des aides familiales dans le cadre de ses contacts avec la personne aidée, dans le cadre de ses relations avec le service et avec les autres intervenants. Le Gouvernement fixe les modalités de contrôle et d'évaluation par l'administration des tâches confiées à l'aide familiale par son service.

Art. 5. § 1^{er}. Le garde à domicile a pour mission d'accompagner le bénéficiaire qui a besoin de la présence continue d'une personne et qui, pour des raisons de santé ou de handicap, ne peut se déplacer seul hors de son domicile.

§ 2. Il vise principalement à assurer, le jour ou la nuit et en complémentarité avec l'entourage du bénéficiaire, une présence active et à optimiser le bien-être mental, physique et social du bénéficiaire par des actions définies par le statut du garde à domicile.

Le Gouvernement est chargé d'adopter ce statut. Ce statut doit préciser la fonction du garde à domicile et sa mission.

Art. 6. § 1^{er}. L'aide est fournie sur sollicitation du bénéficiaire ou de son représentant eu égard à ses besoins réels.

§ 2. Les besoins sont évalués à la lumière d'une enquête sociale réalisée au moins annuellement.

L'assistant social, l'infirmier gradué social, l'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou en santé publique a la responsabilité de la réponse à la demande d'aide.

§ 3. L'octroi ou le refus de l'aide, ainsi que son suivi social, doivent être justifiés dans un dossier social tenu à jour.

Art. 7. § 1^{er}. L'aide à la vie quotidienne peut être accordée si les requérants ne sont pas ou sont insuffisamment en état d'accomplir leurs tâches familiales ou ménagères, en raison soit d'une inaptitude physique ou mentale, soit de circonstances sociales particulières.

Cette aide à la vie quotidienne peut également être étendue au bénéficiaire des aidants proches du requérant. Elle doit alors consister en une guidance, une information et un soutien des aidants proches en matière d'hygiène sanitaire, de maniement, de rôle éducatif et de tâches administratives concernant la personne à qui ils viennent en aide. L'aide aux aidants proches ne peut jamais consister en une aide directe à l'aidant proche, telle que l'entretien de son habitation. Elle a toujours pour objectif d'améliorer ou de faciliter l'aide apportée par l'aidant proche.

Le Gouvernement fixe le nombre d'heures durant lesquelles l'aide à la vie quotidienne est accordée à l'aidant proche d'un requérant en proportion du nombre d'heures durant lesquelles l'aide à la vie quotidienne est accordée à ce requérant.

§ 2. Par priorité, les aides doivent être accordées à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les moins favorisés sur le plan financier.

§ 3. Le service du Gouvernement qu'il désigne procède à une évaluation du respect de ces priorités. Cette évaluation se base sur les critères utilisés par les services pour accepter ou refuser une demande en fonction du nombre d'heures dont les services disposent.

CHAPITRE III. — *Des conditions d'agrément*

Art. 8. Pour être agréés et conserver leur agrément, les services doivent répondre aux conditions prévues au présent chapitre.

Art. 9. Les services doivent être créés par les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale, les associations sans but lucratif, les fondations, les intercommunales ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Art. 10. § 1^{er}. Le service doit avoir pour objet de mettre des aides familiales, des aides seniors ou des gardes à domicile à la disposition des personnes et des familles visées à l'article 4, § 1^{er}, qui en font la demande.

Cette mise à disposition doit se faire sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse.

§ 2. Le service doit disposer d'un accueil téléphonique centralisé à l'attention du bénéficiaire, assuré au moins cinq jours sur sept, sur une plage horaire de huit heures par jour au minimum. Cette plage horaire peut être de quatre heures par jour au minimum dans les services occupant moins de six aides familiales.

§ 3. Le service doit intégrer, dans le dossier social visé à l'article 6, § 3, une proposition de réponse à la demande d'aide signée pour accord par le bénéficiaire ou son représentant. Ce document, dont un exemplaire doit être remis au bénéficiaire ou à son représentant, mentionne, au minimum, le coût financier qu'implique la réponse à la demande d'aide, les coordonnées d'un interlocuteur responsable, la manière dont le service informera le bénéficiaire qu'un intervenant n'est pas en mesure d'assurer complètement ou partiellement les prestations prévues ainsi que les modalités de résiliation de la demande d'aide en fonction du type de prestations.

Art. 11. § 1^{er}. Le service doit employer à temps plein et de façon permanente au moins trois aides familiales/aides seniors exclusivement subventionnées dans le cadre du présent décret.

Un emploi à temps plein peut être remplacé par deux emplois à temps partiel pour autant qu'ils correspondent au moins à un emploi équivalent temps plein.

§ 2. Les aides familiales/aides seniors visées au § 1^{er} doivent, pour que le service puisse faire l'objet d'un agrément, être titulaires d'un certificat attestant qu'une des formations reconnues par le Gouvernement a été suivie selon une des quatre filières suivantes :

- enseignement secondaire : auxiliaire familiale et sanitaire, puéricultrice, aspirante en nursing (certificat);
- promotion sociale : auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivité (certificat);
- éducation et formation en alternance : mêmes sections que l'enseignement de plein exercice (certificat);
- Région wallonne : aide familiale (attestation de capacité).

§ 3. Les gardes à domicile visés au § 1^{er} doivent, pour que le service puisse faire l'objet d'un agrément, être porteurs d'un diplôme ou d'un certificat leur permettant d'exercer la fonction d'aide familiale ou d'aide seniors. Le Gouvernement détermine à quelles conditions des personnes, qui ne disposent pas des qualifications requises par le présent paragraphe, peuvent cependant être prises en compte.

Art. 12. Le service doit s'engager à appliquer aux aides familiales, aux aides seniors et aux gardes à domicile leur statut tel qu'il est arrêté par le Gouvernement en application des articles 4, § 2, et 5, § 2.

Art. 13. § 1^{er}. Le service doit occuper dans les liens d'un contrat de travail ou soumis à un statut public :

1. un assistant social, un infirmier gradué social, un infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou en santé publique;

2. un employé administratif.

La somme des subventions obtenues pour ces occupations dans et en dehors du cadre du présent décret ne peut excéder la somme des coûts salariaux des employés concernés. Les normes d'encadrement fixées au § 2, alinéa 1^{er}, ne peuvent être rencontrées que par l'occupation de travailleurs exclusivement subventionnés dans le cadre du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement détermine le nombre de travailleurs sociaux et d'employés administratifs visés au § 1^{er} proportionnellement au nombre d'heures d'aide à la vie quotidienne admissibles à la subvention réalisées par le service l'année précédente.

Le Gouvernement détermine également le nombre de travailleurs sociaux et d'employés administratifs visés au § 1^{er} proportionnellement à un nombre minimal, exprimé en équivalents temps plein, de gardes à domicile.

§ 3. L'assistant social, l'infirmier gradué social, l'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou en santé publique est chargé d'effectuer les enquêtes sociales, d'assurer l'accompagnement des bénéficiaires ainsi que l'encadrement des aides familiales, des aides seniors ou des gardes à domicile.

§ 4. L'exercice de la fonction d'encadrement visée au § 3 est conditionné au fait que la personne qui l'exerce suive une formation permanente lui permettant d'acquérir ou de développer les compétences spécifiques liées à l'encadrement d'une équipe d'aides familiales ou de gardes à domicile. Le Gouvernement approuve le contenu du programme de formation permanente élaboré par le comité d'accompagnement des formations dont il détermine la composition.

§ 5. Le service peut occuper d'autres travailleurs en application de la convention collective de travail de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors relative à la classification et aux barèmes de rémunération.

Art. 14. Le service doit exiger des aides familiales, des aides seniors et des gardes à domicile des garanties de santé en les soumettant lors de l'engagement et ensuite annuellement à un contrôle médical préventif. L'ensemble du personnel du service doit être soumis aux contrôles prévus par le Code sur le Bien-Etre au Travail.

Art. 15. Dans ses différents sièges d'activité, le service doit disposer de locaux de manière à garantir le caractère confidentiel des entretiens de service et des entretiens avec les demandeurs d'aide.

Art. 16. Le service doit se soumettre au contrôle réalisé par les services du Gouvernement qu'il désigne. Pour chaque cas faisant l'objet de prestations pouvant être prises en considération pour l'octroi des subventions, le service agréé est tenu d'établir les documents de contrôle suivant le modèle fixé par le Gouvernement.

Ces documents permettront notamment de vérifier et d'évaluer les tâches confiées à l'aide familiale par son service.

Ces documents doivent également permettre d'évaluer le respect des priorités dans l'octroi de l'aide à la vie quotidienne, conformément à l'article 7, § 3. Cette évaluation doit se faire de manière régulière et au minimum à l'occasion de chaque demande de renouvellement d'agrément.

Ces documents doivent permettre de vérifier l'utilisation qui a été faite par le service des subventions visées à l'article 28, § 1^{er}, et son adéquation avec les éléments visés à l'article 28, § 2. Ils doivent également permettre de vérifier l'utilisation qui a été faite par le service de la contribution visée à l'article 26 et de la participation visée à l'article 34.

Art. 17. § 1^{er}. Les aides familiales employées dans le cadre du programme de transition professionnelle, ainsi que les aides familiales dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 11, § 1^{er}.

Toutefois, le service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées qui emploie des aides familiales dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, doit, à leur égard, se conformer aux articles 12 à 14 ainsi qu'aux conditions de diplôme ou de qualification visées à l'article 11, § 2.

§ 2. L'activité des aides familiales visées au § 1^{er} est prise en compte, en ce qui concerne le respect des dispositions inscrites aux articles 6, 26 et 27. Le service est également tenu d'établir les documents de contrôle suivant le modèle fixé par le Gouvernement.

Art. 18. Les travailleurs administratifs et sociaux dont l'emploi est financé dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, ne sont pas pris en compte pour le respect des normes d'encadrement visées à l'article 13, § 2, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE IV. — *De la procédure d'octroi d'agrément et de renouvellement d'agrément*

Art. 19. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par lettre recommandée ou par toute autre modalité conférant date certaine à l'envoi auprès du Gouvernement par le pouvoir organisateur du service.

§ 2. Les éléments constitutifs du dossier d'agrément sont les suivants :

1. une description de l'activité des services existant dans la ou les communes que le service propose de desservir;
2. une description concrète des besoins non rencontrés par les services existants;
3. pour les services créés par les C.P.A.S., des informations sur les conventions passées avec les services privés, les difficultés qu'elles entraînent, éventuellement une justification de l'absence de convention;
4. des prévisions budgétaires relatives au fonctionnement du service envisagé;
5. des informations concernant l'ampleur souhaitée et les éventuels projets d'extension ultérieure.

§ 3. Le service du Gouvernement qu'il désigne instruit le dossier, procède à une inspection du service et émet un avis relatif à l'octroi ou au refus de l'agrément dans les quatre mois qui suivent la réception du dossier d'agrément.

§ 4. La décision d'agrément, prise par le Gouvernement sur la base de l'avis émis, mentionne sa date d'entrée en vigueur, le nom et l'adresse du service.

La décision est notifiée au service, dans les six mois de la demande, par le service du Gouvernement qu'il désigne.

Art. 20. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément en cours, dans les mêmes formes et suivant la même procédure que celle prévue à l'article 19, §§ 1^{er}, 3 et 4.

Art. 21. § 1^{er}. Lorsque le service du Gouvernement qu'il désigne formule une proposition :

- de refus d'agrément;
 - de refus de renouvellement d'agrément;
 - de retrait d'agrément;
 - de suspension d'agrément,
- il la notifie au service.

Il informe également le service qu'il dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la notification pour lui adresser ses observations écrites. L'écoulement de ce délai est suspendu durant les mois de juillet et d'août.

§ 2. Le service du Gouvernement qu'il désigne complète le dossier par les observations écrites du service, par tous renseignements et documents utiles qu'il recueille et par le procès-verbal d'audition du service.

A cette fin, le service du Gouvernement qu'il désigne convoque le service par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant le lieu et l'heure de l'audition. La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

§ 3. Le service du Gouvernement qu'il désigne rédige un rapport et transmet le dossier au Gouvernement dans les quinze jours de la date de l'audition.

§ 4. Le Gouvernement statue dans les deux mois de la réception du dossier.

§ 5. Le Gouvernement fait notifier sa décision au service.

§ 6. La même procédure est d'application en cas de suspension du subventionnement sanctionnant une irrégularité en application de l'article 39.

§ 7. Nonobstant l'écoulement de la durée de six ans visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, l'agrément du service est prolongé jusqu'à l'aboutissement de la procédure visée à l'article 20 ou 21 pour autant que cette procédure ait été entamée au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément.

Art. 22. § 1^{er}. Le recours contre une décision :

- de refus d'agrément;
- de refus de renouvellement d'agrément;
- de retrait d'agrément;
- de suspension d'agrément,

est introduit par lettre recommandée à la poste ou par toute autre modalité conférant date certaine à l'envoi, dans le mois de la notification de la décision querrellée, auprès du Gouvernement.

§ 2. Le recours contient :

- 1° les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision querrellée.

§ 3. Dans le mois de l'introduction du recours, le service du Gouvernement qu'il désigne convoque le service par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant le lieu et l'heure de l'audition.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

§ 4. Le service du Gouvernement qu'il désigne rédige un rapport et transmet le dossier au Gouvernement dans les quinze jours de la date de l'audition.

§ 5. Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours après avis de la Commission d'avis sur les recours pour les questions d'action sociale et de santé.

§ 6. Le Gouvernement fait notifier sa décision au service.

§ 7. Nonobstant l'écoulement de la durée de six ans visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, l'agrément du service est prolongé jusqu'à l'aboutissement de la procédure visée au présent article.

§ 8. En cas de suspension de l'agrément, le service peut en demander la levée s'il estime que les motifs qui ont justifié la sanction n'existent plus. La demande, adressée au service du Gouvernement qu'il désigne, est accompagnée d'un mémoire justificatif, et il est procédé sans délai à une inspection du service. Le Gouvernement prend sa décision, sur la base du rapport d'inspection, dans le mois de la réception de la demande.

En cas de suspension ou de retrait de l'agrément, le Gouvernement précise la date d'entrée en vigueur de sa décision. Cette date se situe au plus tôt le premier jour du troisième mois qui suit la notification de la décision et au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit la notification de la décision.

CHAPITRE V. — *Des conditions de subventionnement*

Art. 23. L'octroi des subventions est subordonné au respect des conditions prévues au présent chapitre.

Art. 24. Le service doit employer à temps plein et de façon permanente au moins trois aides familiales ou aides seniors dont l'emploi est exclusivement subventionné dans le cadre du présent décret.

Un emploi à temps plein peut être remplacé par deux emplois à temps partiel pour autant qu'ils correspondent au moins à un emploi équivalent temps plein.

Art. 25. Le service doit rémunérer son personnel pour les prestations effectuées dans le respect de la législation relative au travail ainsi que des obligations résultant des conventions collectives s'il s'agit d'un service privé, en vertu du statut s'il s'agit de personnel nommé à titre définitif par les services publics, ou en vertu des obligations propres aux services publics.

Art. 26. Le service doit exiger du bénéficiaire de l'aide à la vie quotidienne une contribution en rapport avec les ressources et les charges de la famille selon le barème fixé par le Gouvernement. Cependant, une dérogation expresse peut être octroyée par le Gouvernement en raison de la situation sociale particulière du bénéficiaire. La contribution financière du bénéficiaire de la garde à domicile est fixée par le service.

Art. 27. § 1^{er}. Le service ne peut dépasser, pour un même bénéficiaire, une durée de 200 heures par trimestre pour l'ensemble des prestations d'aide à la vie quotidienne fournies par un même service ou par des services différents dans le cadre du présent décret.

Lorsque plusieurs bénéficiaires occupent le même domicile, la somme des prestations d'aide à la vie quotidienne fournies à ce domicile par un même service ou par des services différents ne peut dépasser 250 heures par trimestre.

Les heures d'aide octroyées aux aidants proches ne sont pas prises en compte dans la détermination de ces volumes d'heures.

Le service peut introduire une demande de dérogation visant à dépasser le nombre d'heures visé aux deux premiers alinéas. Cette demande se fait sur la base d'un rapport social transmis au service du Gouvernement qu'il désigne. Le Gouvernement accorde ou refuse la demande sur la base des éléments du dossier social et de la situation particulière et temporaire du bénéficiaire. Il motive sa décision.

Lorsque la dérogation n'est pas accordée, le bénéficiaire ou son représentant ou le service dispose d'un droit de recours auprès du Gouvernement. Ce droit doit s'exercer, par simple lettre, dans le mois qui suit la communication de la décision de refus. Le Gouvernement accorde ou refuse la dérogation par décision motivée après avis de la Commission wallonne de la famille. Cette décision est communiquée au bénéficiaire ou à son représentant et au service.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article n'est pas d'application pour les patients palliatifs, tels que définis à l'article 3 de l'arrêté royal du 2 décembre 1999 déterminant l'intervention de l'assurance soins de santé obligatoire pour les médicaments, le matériel de soins et les auxiliaires pour les patients palliatifs à domicile visés à l'article 34, 14^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 3. L'application des limites de 200 et de 250 heures fixées au § 1^{er} fera l'objet d'une évaluation. Chaque année, le service du Gouvernement qu'il désigne établit un rapport relatif aux dérogations demandées, aux réponses apportées et à leur justification.

Sur la base de ce rapport, le Gouvernement est habilité à modifier, si nécessaire, les limites fixées au § 1^{er}.

CHAPITRE VI. — *Des subventions*

Art. 28. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au service des subventions couvrant en tout ou en partie :

- 1^o les dépenses de personnel;
- 2^o les frais de fonctionnement;
- 3^o le temps de formation et de réunion;
- 4^o les frais de transport.

§ 2. Ces subventions sont octroyées notamment sur la base des éléments suivants :

1. le nombre d'heures prestées par les aides auprès du bénéficiaire, en réunions, en formations ou en déplacements;
2. le nombre de prestations effectuées par les aides;
3. le nombre d'heures effectuées à domicile le samedi, le dimanche, les jours fériés et entre 6 heures et 8 heures et entre 18 heures et 21 heures 30;
4. l'ancienneté des aides familiales;
5. la densité de population de la commune du bénéficiaire;
6. le nombre d'heures attribuées au service les années précédentes;
7. le nombre de kilomètres parcourus par le travailleur.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de ces subventions sur la base d'un montant forfaitaire par heure, par kilomètre ou par prestation.

Les subventions sont liquidées au moins semestriellement.

Art. 29. Le Gouvernement attribue par service un nombre maximal annuel d'heures subventionnées d'activités d'aide à la vie quotidienne, dénommé "contingent".

Le Gouvernement fixe le contingent sur la base des critères suivants : le contingent attribué au service l'année précédente, le contingent utilisé par le service l'année précédente, le nombre d'habitants de la ou des communes desservies par le service, l'âge des habitants de la ou des communes desservies par le service et la hauteur de la contribution financière des bénéficiaires du service.

Art. 30. Le Gouvernement détermine les modalités d'échange et de transfert de ce contingent entre services.

Art. 31. Le Gouvernement prévoit un dispositif de mise en commun et de répartition des heures subventionnables attribuées mais non utilisées par certains services. Ces heures bénéficient aux services qui ont effectué des activités au-delà des limites du contingent qui leur a été attribué et, si un solde subsiste, aux services en attente d'un agrément.

Art. 32. Les services organisent des cours de perfectionnement ainsi que des réunions indispensables au bon fonctionnement de leurs activités. Ils bénéficient pour cela des subventions prévues à l'article 28. Le Gouvernement fixe la proportion minimale et maximale du contingent qui doit être consacrée à ces cours et réunions, la durée minimale des cours, ainsi que le nombre minimal d'aides familiales qui doivent les suivre.

Art. 33. Les services qui distribuent des repas à domicile bénéficient des subventions prévues à l'article 28 pour les activités de conditionnement et de distribution des repas.

Le Gouvernement fixe le nombre maximal d'heures par jour et par aide qui peuvent être consacrées à la distribution des repas et le nombre de prestations comptabilisées dans le cadre de cette activité.

Art. 34. Une participation aux frais de déplacement des aides peut être réclamée à la personne aidée. Le Gouvernement détermine la hauteur de cette participation.

Art. 35. La durée du déplacement est prise en considération dans l'activité prise en compte pour l'octroi des subventions. La distance parcourue peut également être prise en considération pour l'octroi d'une subvention. Le Gouvernement détermine la manière dont cette durée et cette distance sont prises en considération.

Art. 36. § 1^{er}. Le service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées qui emploie des aides familiales dans le cadre des réductions de cotisations patronales appliquées en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, dans le cadre du programme de transition professionnelle ou dans le cadre de toute autre disposition en matière d'aide à l'emploi, doit se conformer aux articles 25 et 32 du présent décret pour ces aides.

§ 2. Dans la limite des crédits disponibles, une somme déterminée par le Gouvernement est octroyée au service et répartie par emploi équivalent temps plein visé au § 1^{er} et à l'article 13, § 5.

Cette somme est accordée à titre d'intervention dans les frais de déplacement ainsi que dans tout autre frais déterminé par le Gouvernement et qui n'est pas couvert par les mesures d'aide à l'emploi susmentionnées.

Pour les emplois à temps partiel, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 37. Dans la limite des crédits disponibles, une somme déterminée par le Gouvernement est octroyée au service par emploi équivalent temps plein de garde à domicile.

Cette somme est accordée à titre d'intervention dans les frais de personnel administratif et des responsables de l'encadrement visés à l'article 13, dans les frais de déplacement, ainsi que dans tout autre frais déterminé par le Gouvernement et qui n'est pas couvert par une mesure d'aide à l'emploi. Cette somme est également accordée à titre d'intervention pour les suppléments salariaux accordés pour les prestations visées à l'article 28, § 2, point 3.

Pour les emplois à temps partiel, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 38. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, une somme, déterminée par le Gouvernement, est octroyée, par le Ministre, au service agréé relevant du secteur privé par travailleur équivalent temps plein.

Cette somme est octroyée par aide familiale ou garde à domicile, qui répond respectivement aux conditions inscrites dans les articles 11, § 2, et 11, § 3, et pour lequel le service bénéficie d'une aide à l'emploi, en application du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Cette somme doit être utilisée afin de permettre aux employeurs de supporter la différence de coûts engendrée par l'harmonisation des coûts salariaux. La somme des subventions obtenues dans et en dehors du cadre du présent décret ne peut excéder le coût salarial des travailleurs concernés.

§ 2. La subvention fixée au § 1^{er} n'est octroyée en faveur d'un demandeur d'emploi que pour la période où celui-ci bénéficie des subventions octroyées en application du décret du 25 avril 2002 susmentionné.

CHAPITRE VII. — *Du contrôle et des sanctions*

Art. 39. Tout service doit se soumettre au contrôle et à l'évaluation organisés par le Gouvernement, notamment en ce qui concerne les tâches confiées aux travailleurs et à l'utilisation des subventions.

En cas d'irrégularité dûment constatée, le Gouvernement peut suspendre le bénéfice de tout ou partie des subventions pour une période qu'il détermine, en fonction de la gravité de l'irrégularité.

Art. 40. Le Gouvernement détermine les documents de contrôle et d'évaluation à remettre par les services agréés conformément à l'article 16. Il précise les délais et la procédure à respecter.

Art. 41. Les contrôles administratif, financier et qualitatif du service sont exercés par les fonctionnaires désignés à cet effet par le Gouvernement.

Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur du Roi.

Ces fonctionnaires sont tenus de prêter, devant le juge de paix de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Ils peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b. se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits aux gestionnaires et à l'auteur des faits.

En outre, le service est tenu de fournir annuellement :

1° les comptes ou les fonctions comptables spécifiques faisant état de l'utilisation des subventions, y compris un relevé détaillé des subventions et des interventions financières qui proviennent d'autres administrations publiques, institutions et services privés, ainsi que de la contribution exigée de chacun des bénéficiaires;

2° une copie des documents de déclaration à l'Office national de Sécurité sociale mentionnant les prestations de travail des aides familiales, des aides seniors, des assistants sociaux et des infirmiers gradués sociaux et du personnel administratif;

3° le rapport annuel d'activités;

4° la liste des aides familiales et leur numéro d'immatriculation.

Art. 42. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels.

Art. 43. Toute personne intéressée peut adresser une plainte relative au fonctionnement d'un service à l'organe désigné par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine la procédure de suivi de cette plainte.

Art. 44. Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ceux qui font usage des termes "service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées", des termes "aide à la vie quotidienne" ou des termes "aide familiale" sans être titulaires d'un agrément en vertu du présent décret. Il en est de même de ceux qui se prévalent du statut ou de la qualité d'aide familiale sans être titulaires d'un certificat attestant du respect des conditions établies par ou en vertu du présent décret.

Sont punis d'une amende de 100 à 1.000 euros ceux qui contreviennent aux autres règles établies par ou en vertu du présent décret.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 45. De manière transitoire, étant donné la suppression de la formation spécifique à cette fonction, les aides seniors occupées par les services à la date d'entrée en vigueur du présent décret ne sont qualifiées que pour aider les personnes ayant atteint l'âge de soixante ans minimum, les personnes adultes reconnues handicapées de manière permanente et définitive à 66 % au moins et dont la preuve est apportée au moyen de l'une des attestations reconnues par l'administration, les familles ayant à charge une personne adulte reconnue handicapée de manière permanente et définitive à 66 % au moins et dont la preuve est apportée au moyen de l'une des attestations reconnues par l'administration.

Art. 46. Les services agréés avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés agréés, pour une durée de six ans, en application du présent décret, à la date de son entrée en vigueur.

Art. 47. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 décembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 671 (2007-2008), n^{os} 1 à 22.

Compte rendu intégral, séance publique du 5 décembre 2007.

Discussion - Votes.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 160

[2008/200129]

6 DECEMBER 2007. — Decreet betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Regering; de Waalse Regering,

2° diensten : de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen die één of meer van de volgende activiteiten, zoals bedoeld in de artikelen 4 en 5, uitoefenen :

a. hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen;

b. thuisoppas.

Niettegenstaande het gebruik van vrouwelijke of mannelijke termen worden de activiteiten van de diensten zowel door mannen als door vrouwen uitgeoefend;

3° rechthebbende : elke persoon die geholpen wordt door een dienst bedoeld in 2° van dit artikel;

4° naaste hulpverlener : persoon die regelmatig thuishulp verleent aan een rechthebbende, met uitzondering van alle beroepshalve verleende hulp;

5° administratie : de diensten aangewezen door de Regering;

6° Minister : de Minister van Sociale Actie;

7° vertegenwoordiger :

a. de wettelijke of rechterlijke vertegenwoordiger van de rechthebbende;

b. de gemachtigde aangewezen door de rechthebbende, met uitzondering van elke persoon die een activiteit uitoefent binnen de hulpdienst voor gezinnen en bejaarde personen of die deelneemt aan het beheer ervan, of die onderworpen is aan het gezag van de beheerder van de dienst;

8° woonplaats : plaats waar de hulpaanvrager doorgaans en daadwerkelijk woont, met uitzondering van de structuren voor collectieve huisvesting waarvan de lijst door de Regering is opgesteld. Om thuiszorg te bevorderen kan de Regering andere plaatsen met woonplaats gelijkstellen;

9° aanvrager : elke rechthebbende, met uitsluiting van de naaste hulpverlener.

Art. 3. § 1. Om erkend te worden moeten de diensten voldoen aan de normen die bij of krachtens dit decreet zijn vastgelegd.

De erkenning wordt door de Regering verleend voor zes jaar.

De Regering kan subsidies aan de erkende diensten verlenen overeenkomstig de normen die bij of krachtens dit decreet zijn vastgelegd.

§ 3. Alle akten en andere stukken, bekendmakingen en aanplakkingen die van de dienst uitgaan worden aangevuld met de melding "Service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé par la Région wallonne", gevolgd door het erkenningsnummer of, als hij gesubsidieerd wordt, met de melding "service d'aide aux familles et aux personnes âgées agréé et subventionné par la Région wallonne", gevolgd door het erkenningsnummer.

HOOFDSTUK II. — *Activiteiten van de diensten*

Art. 4. § 1. De diensten verlenen thuiszorg zodat de rechthebbende thuis kan blijven of terugkeren en met het oog op de begeleiding van en op de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen aan alleenstaande, bejaarde, gehandicapte of zieke personen en gezinnen die in een moeilijke toestand verkeren, in overleg met de familiale en buurtomgeving. Hun doel bestaat er namelijk in de geholpen persoon aan te moedigen zo veel mogelijk autonoom te blijven.

§ 2. De activiteit i.v.m. de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, uitgeoefend door gezins- of bejaardenhelp(st)ers, dient om met de rechthebbende handelingen van het dagelijkse leven te verrichten, zoals omschreven in het statuut van de gezinshelp(st)er.

De Regering wordt ermee belast dat statuut aan te nemen. De functie van de gezinshelp(st)er in het kader van de hulpverlening aan gezinnen, in het kader van het teamwerk en in het kader van interdisciplinair werk ligt vast in dat statuut. Het statuut voorziet in de bevoegdheids- en capaciteitsvoorwaarden die vervuld moeten worden om het beroep van gezinshelp(st)er te mogen uitoefenen. Het statuut bevat de deontologische aspecten m.b.t. de rechten en plichten van de gezinshelp(st)ers in het kader van hun contacten met de geholpen persoon, in het kader van hun relaties met de dienst en met de overige interveniënten. De Regering bepaalt hoe de uitvoering van de taken die een dienst aan een gezinshelp(st)er toevertrouwt door de administratie gecontroleerd en beoordeeld moet worden.

Art. 5. § 1. De opdracht van de thuisoppasser bestaat in het begeleiden van de rechthebbende die permanent iemand nodig heeft en die zich om gezondheids- of handicapredenen niet alleen kan verplaatsen.

§ 2. De thuisoppasser zorgt voornamelijk voor een actieve aanwezigheid, dag en nacht en bovenop de entourage van de rechthebbende, en voor de optimalisering van zijn mentaal, lichamelijk en maatschappelijk welzijn via acties waarin zijn statuut voorziet.

De Regering wordt ermee belast dat statuut aan te nemen. De functie van de thuisoppasser en zijn opdracht liggen vast in dat statuut.

Art. 6. § 1. De hulpverlening wordt verstrekt op verzoek van de rechthebbende of van zijn vertegenwoordiger, rekening houdend met zijn reële behoeften.

§ 2. De behoeften worden beoordeeld op basis van een sociaal onderzoek dat minstens één keer per jaar wordt gevoerd.

De maatschappelijk assistent, de gegradueerde sociaal verpleger, de gegradueerde verpleger gespecialiseerd in communautaire of in openbare gezondheid beslissen of al dan niet hulpverlening wordt verstrekt.

De toekenning of de weigering van hulp, alsook de sociale opvolging daarvan, worden verantwoord in een sociaal dossier dat bijgehouden wordt.

Art. 7. § 1. Hulp in het kader van dagelijkse handelingen kan verleend worden als de verzoekers niet of onvoldoende in staat zijn om hun gezins- of huishoudelijke taken uit te voeren wegens hetzij een lichamelijke of mentale onbekwaamheid, hetzij bijzondere sociale omstandigheden.

Ook naaste hulpverleners van de aanvrager kunnen in aanmerking komen voor hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen. Die hulp bestaat er dan in de naaste hulpverleners begeleiding, informatie en steunen te geven inzake sanitaire hygiëne, behandeling, educatieve rol en administratieve taken m.b.t. de persoon aan wie ze hulp verlenen. De hulpverlening aan een naaste hulpverlener mag nooit een rechtstreekse hulpverlening zijn, zoals het onderhoud van zijn woning. Ze dient steeds om de door de naaste hulpverlener verleende hulp te verbeteren en te vergemakkelijken.

Het aantal uren tijdens welke hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen verstrekt wordt aan een naaste hulpverlener van een aanvrager wordt door de Regering vastgelegd op grond van het aantal uren tijdens welke de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen aan die aanvrager verstrekt wordt.

§ 2. De hulp wordt bij voorrang verleend aan degenen die ze het meest nodig hebben en die het minst bevoordeeld zijn op financieel vlak.

§ 3. De naleving van die prioriteiten wordt geëvalueerd door de dienst die de Regering daartoe aanwijst. Die evaluatie berust op de criteria die door de diensten gebruikt worden om een aanvraag te aanvaarden of te weigeren naar gelang van het aantal uren waarover ze beschikken.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsvoorwaarden*

Art. 8. Om erkend te worden en om hun erkenning te behouden, moeten de diensten voldoen aan de voorwaarden waarin dit hoofdstuk voorziet.

Art. 9. De diensten worden opgericht door de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de intercommunales of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 10. § 1. De dienst heeft als doel gezinshelp(st)ers, bejaardenhelp(st)ers of thuisoppassers ter beschikking te stellen van de personen en gezinnen bedoeld in artikel 4, § 1, die daarom verzoeken.

Ze worden ter beschikking gesteld, ongeacht de politieke, filosofische of religieuze mening.

§ 2. De dienst beschikt over een gecentraliseerd telefonisch onthaal ter attentie van de rechthebbende, minstens vijf dagen op zeven en minimum acht uur per dag. Dit aantal kan tot minimum vier uren per dag verminderd worden voor de diensten die minder dan zes gezinshelp(st)ers tewerkstellen.

§ 3. De dienst moet in het sociaal dossier bedoeld in artikel 6, § 3, een voorstel van antwoord op de hulpaanvraag opnemen dat voor akkoord getekend wordt door de rechthebbende of zijn vertegenwoordiger. Dat document, waarvan één exemplaar aan de rechthebbende of zijn vertegenwoordiger overgemaakt wordt, vermeldt op zijn minst hoeveel het antwoord op de hulpaanvraag zal kosten, de personalia van een verantwoordelijke gesprekspartner, de wijze waarop de dienst de rechthebbende zal verwittigen dat een hulpverlener niet in staat is om de geplande diensten geheel of gedeeltelijk te verstrekken, alsook de modaliteiten voor de verwerping van de hulpaanvraag naar gelang van het type dienstverstrekkingen.

Art. 11. § 1. De dienst moet minstens drie gezins-/bejaardenhelp(st)ers die uitsluitend in het kader van dit decreet gesubsidieerd worden voltijds en permanent tewerkstellen.

Een voltijdse betrekking kan door twee deeltijdse betrekkingen vervangen worden voor zover deze met minstens één voltijdse betrekking overeenstemmen.

§ 2. Opdat de dienst erkend zou kunnen worden moeten de gezins-/bejaardenhelp(st)ers bedoeld in § 1 houder zijn van een getuigschrift waaruit blijkt dat één van de door de Regering erkende opleidingen gegeven werd door één van de volgende kanalen :

- secundair onderwijs : familiale en sanitaire helpster, kinderverzorgster, aspirant-nursing (certificaat);
- sociale promotie : polyvalente help(st)er voor dienstverlening aan huis en in groep (certificaat);
- afwisselende educatie en opleiding : dezelfde afdelingen als het voltijds onderwijs (certificaat);
- Waals Gewest : gezinshelp(st)er (bekwaamheidsattest).

§ 3. Opdat de dienst erkend kan worden moeten de thuisoppassers bedoeld in § 1 houder zijn van een diploma of certificaat op grond waarvan ze de functie van gezins- of bejaardenhelp(st)er mogen uitoefenen. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de personen die niet over de krachtens deze paragraaf vereiste kwalificaties beschikken desalniettemin in aanmerking kunnen komen.

Art. 12. De dienst verbindt zich ertoe het statuut op de gezins- en bejaardenhelpsters toe te passen zoals het door de Regering vastgelegd is overeenkomstig de artikelen 4, § 2, en 5, § 2.

Art. 13. § 1. De volgende werknemers worden door de dienst tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst of een openbaar statuut :

1. een maatschappelijk assistent, een gegradueerde sociaal verpleger, een gegradueerde verpleger gespecialiseerd in communautaire of openbare gezondheid;
2. een administratief bediende.

De som van de subsidies die in en buiten het kader van dit decreet voor die indienstneming worden verleend mag niet hoger zijn dan de som van de loonkosten van de betrokken bedienden. Aan de begeleidingsnormen bedoeld in § 2, eerste lid, kan slechts worden voldaan als de tewerkgestelde werknemers uitsluitend in het kader van dit decreet gesubsidieerd worden.

§ 2. De Regering bepaalt het aantal sociale werknemers en administratief bedienden bedoeld in § 1 naar evenredigheid van het door de dienst in de loop van het vorige jaar gepresteerd aantal uren hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen dat in aanmerking komt voor subsidies.

De Regering bepaalt ook het aantal sociale werknemers en administratief bedienden bedoeld in § 1 naar evenredigheid van een minimumaantal thuisoppassers, uitgedrukt in voltijds equivalenten.

§ 3. De maatschappelijk assistent, de gegradueerde sociaal verpleger, de gegradueerde verpleger gespecialiseerd in communautaire of openbare gezondheid worden belast met het voeren van sociale onderzoeken, met de begeleiding van de rechthebbenden, alsook van de gezinshelp(st)ers, de bejaardenhelp(st)ers of de thuisoppassers.

§ 4. De begeleidingsfunctie bedoeld in § 3 moet uitgeoefend worden door een persoon die een permanente opleiding volgt waardoor hij de specifieke vaardigheden voor de begeleiding van een team gezinshelp(st)ers of thuisoppassers kan opdoen of ontwikkelen. De inhoud van het programma inzake permanente opleiding dat uitgewerkt wordt door het comité voor de begeleiding van de opleidingen wordt door de Regering goedgekeurd. De Regering bepaalt de samenstelling van dat comité.

§ 5. De dienst mag andere werknemers in dienst nemen ingevolge de collectieve arbeidsovereenkomst van de paritaire subcommissie voor de diensten van de gezins- en bejaardenhelp(st)ers betreffende de indeling en de loonschalen.

Art. 14. De dienst eist gezondheidsgaranties van de gezins-/bejaardenhelp(st)ers en thuisoppassers en onderwerpt ze dan ook bij de indienstneming en vervolgens jaarlijks aan een preventieve medische controle. Het gezamenlijke personeel van de dienst wordt onderworpen aan de controles waarin de codex over het welzijn op het werk voorziet.

Art. 15. De dienst beschikt op zijn verschillende activiteitenzetels over lokalen opdat de vertrouwelijke aard van de dienstgesprekken en van de gesprekken met de hulpaanvragers gewaarborgd kan worden.

Art. 16. De dienst moet zich onderwerpen aan de controle die uitgeoefend wordt door de diensten die de Regering aanwijst. Voor elk geval dat het voorwerp uitmaakt van dienstverstrekkingen die in aanmerking kunnen komen voor de toekenning van subsidies moet de erkende dienst de controledocumenten opmaken naar het model dat door de Regering bepaald wordt.

Aan de hand van die documenten kan o.a. de uitvoering van de taken die een dienst aan een gezinshelp(st)er toevertrouwt gecontroleerd en beoordeeld worden.

Aan de hand van die documenten kan ook nagegaan worden of de prioriteiten in acht genomen worden bij de hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen, overeenkomstig artikel 7, § 3. Die evaluatie wordt regelmatig doorgevoerd en op zijn minst bij elke aanvraag tot hernieuwing van de erkenning.

Aan de hand van die documenten kan worden nagegaan welk gebruik de dienst gemaakt heeft van de subsidies bedoeld in artikel 28, § 1, en of het strookt met de elementen bedoeld in artikel 28, § 2. Ze dienen ook om na te gaan welk gebruik de dienst heeft gemaakt van de bijdrage bedoeld in artikel 26 en van die bedoeld in artikel 34.

Art. 17. § 1. De gezinshelp(st)ers tewerkgesteld in het kader van het doorstromingsprogramma, alsook de gezinshelp(st)ers waarvan de baan gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van werknemersbijdragen toegepast krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel vallen niet onder de toepassing van artikel 11, § 1.

De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelp(st)ers tewerkstelt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel moet zich, wat hen betreft, evenwel houden aan de artikelen 12 tot 14, alsook aan de diploma- of kwalificatievereisten bedoeld in artikel 11, § 2.

§ 2. De activiteit van de gezinshelp(st)ers bedoeld in § 1 wordt in aanmerking genomen wat betreft de naleving van de bepalingen opgenomen in de artikelen 6, 26 en 27. De dienst moet ook de controledocumenten opmaken naar het model dat door de Regering bepaald wordt.

Art. 18. De administratief en sociale werknemers van wie de tewerkstelling gefinancierd wordt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel zijn niet gehouden tot inachtneming van de begeleidingsnormen bedoeld in artikel 13, § 2, eerste lid.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure tot toekenning en tot hernieuwing van de erkenning*

Art. 19. § 1. De aanvraag tot erkenning wordt door de inrichtende macht van de dienst aan de Regering gericht bij aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

Het erkenningsdossier bevat de volgende gegevens :

1. een omschrijving van de activiteit van de diensten die bestaan in de gemeente(n) waar de dienst voorstelt zijn diensten te verstrekken;
2. een concrete omschrijving van de behoeften waarop niet ingespeeld werd door de bestaande diensten;
3. voor de diensten opgericht door de O.C.M.W.'s, informatie over de overeenkomsten gesloten met privédiensten, de moeilijkheden die ze teweegbrengen, eventueel een rechtvaardiging van het gebrek aan overeenkomst;
4. begrotingsprognoses betreffende de werking van de geplande dienst;
5. informatie over de gewenste omvang en eventuele uitbreidingsprojecten.

§ 3. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst onderzoekt het dossier, onderwerpt de dienst aan een inspectie en geeft advies over de toekenning of de weigering van de erkenning binnen vier maanden na ontvangst van het erkenningsdossier.

§ 4. De beslissing tot erkenning, genomen door de Regering op basis van het uitgebrachte advies, vermeldt de datum van inwerkingtreding ervan, de naam en het adres van de dienst.

De door de Regering aangewezen Regeringsdienst geeft de dienst kennis van de beslissing binnen zes maanden na de aanvraag.

Art. 20. De hernieuwing van de erkenning wordt uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning aangevraagd aan de hand van dezelfde formulieren en volgens dezelfde procedure als die waarin artikel 19, §§ 1, 3 en 4, voorziet.

Art. 21. § 1. De dienst wordt in kennis gesteld van elk voorstel dat geformuleerd wordt door de Regeringsdienst aangewezen door de Regering m.b.t. :

- de weigering van de erkenning;
- de weigering tot hernieuwing van de erkenning;
- de intrekking van de erkenning;
- de opschorting van de erkenning.

Hij wordt ook ingelicht over het feit dat hij vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van 15 werkdagen beschikt om hem zijn geschreven opmerkingen toe te sturen. Deze termijn wordt opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

§ 2. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst vult het dossier aan met de geschreven opmerkingen van de dienst, met elk nuttig gegeven en stuk dat hij verzamelt en met het proces-verbaal van verhoor van de dienst.

Daartoe roept de door de Regering aangewezen Regeringsdienst de dienst op bij ter post aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen bericht van ontvangst, met melding van de plaats en het uur van het verhoor. De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

§ 3. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst stelt een verslag op en maakt het dossier aan de Regering over binnen vijftien dagen na de datum van het verhoor.

§ 4. De Regering beslist binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

§ 5. De Regering geeft de dienst kennis van zijn beslissing.

§ 6. Dezelfde procedure is van toepassing als de subsidiëring opgeschort wordt om overeenkomstig artikel 39 een onregelmatigheid te bestraffen.

§ 7. Zelfs als de duur van zes jaar bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, verstreken is, wordt de erkenning van de dienst verlengd tot de afloop van de procedure bedoeld in artikel 20 of 21, voor zover deze procedure uiterlijk zes maanden na het verstrijken van de erkenning is opgestart.

Art. 22. § 1. Het beroep tegen een beslissing tot :

- weigering van erkenning;
- weigering van hernieuwing van de erkenning;
- intrekking van de erkenning;
- opschorting van de erkenning,

wordt binnen de maand van de kennisgeving van de omstreden beslissing aan de Regering gericht bij aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die een vaste datum aan de verzending verleent.

§ 2. Het beroep vermeldt :

- 1° de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de aanvrager;
- 2° zijn voorwerp en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

§ 3. De dienst wordt binnen de maand van de indiening van het beroep bij ter post aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen bericht van ontvangst opgeroepen door de Regeringsdienst die de Regering heeft aangewezen, met melding van de plaats en het uur van het verhoor.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

§ 4. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst stelt een verslag op en maakt het dossier aan de Regering over binnen vijftien dagen na de datum van het verhoor.

§ 5. De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van de indiening van het beroep, na advies van de adviescommissie over de beroepen wat betreft de vraagstukken inzake sociale actie en gezondheid.

§ 6. De Regering geeft de dienst kennis van zijn beslissing.

§ 7. Zelfs als de duur van zes jaar bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, verstreken is, wordt de erkenning van de dienst verlengd tot de afloop van de procedure bedoeld in dit artikel.

§ 8. In geval van opschorting van de erkenning kan de dienst vragen dat ze opgeheven wordt als hij acht dat de gronden waarop de straf berust niet meer bestaan. Het verzoek, gericht aan de door de Regering aangewezen Regeringsdienst, gaat vergezeld van een verantwoordingsmemorie, en de dienst wordt onverwijld aan een inspectie onderworpen. De Regering beslist binnen een maand na ontvangst van de aanvraag op basis van het inspectieverslag.

In geval van opschorting of intrekking van de erkenning bepaalt de Regering op welke datum haar beslissing in werking treedt. Die datum is vroegstens de eerste dag van de derde maand en uiterlijk de eerste dag van de zesde maand na de kennisgeving van de beslissing.

HOOFDSTUK V. — *Subsidiëringsvoorwaarden*

Art. 23. De subsidies worden toegekend voor zover de voorwaarden waarin dit hoofdstuk voorziet vervuld zijn.

Art. 24. De dienst moet minstens drie gezins-/bejaardenhelp(st)ers die uitsluitend in het kader van dit decreet gesubsidieerd worden voltijds en permanent tewerkstellen.

Een voltijdse betrekking kan door twee deeltijdse betrekkingen vervangen worden voor zover deze met ten minste één voltijdse betrekking overeenstemmen.

Art. 25. De dienst betaalt zijn personeel voor de diensten verstrekt met inachtneming van de arbeidswetgeving alsook van de verplichtingen m.b.t. de collectieve overeenkomsten als het gaat om een privédienst, krachtens het statuut als het gaat om personeel vastbenoemd door de overheidsdiensten, of krachtens verplichtingen eigen aan de overheidsdiensten.

Art. 26. De dienst moet van de rechthebbende op hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen een bijdrage eisen die in verhouding is met de middelen en de lasten van het gezin, met inachtneming van de door de Regering vastgelegde schaal. De Regering kan evenwel een expliciete afwijking toestaan wegens de bijzondere sociale toestand van de rechthebbende. De financiële bijdrage van de rechthebbende op thuisoppas wordt door de dienst bepaald.

Art. 27. § 1. De dienst mag voor dezelfde rechthebbende 200 uren per kwartaal niet overschrijden voor het geheel van de prestaties inzake hulpverlening in het dagelijkse leven verricht door dezelfde dienst of door verschillende diensten in het kader van dit decreet.

Als verschillende rechthebbenden dezelfde woonplaats betrekken, mag de som van de prestaties inzake hulpverlening in het dagelijkse leven die dezelfde dienst of verschillende diensten in deze woonplaats verrichten niet hoger zijn dan 250 uur per kwartaal.

De hulpuren toegekend aan de naaste hulpverleners worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van die uren aantallen.

De dienst kan een afwijking aanvragen om het uren aantal bedoeld in de eerste twee leden te mogen overschrijden. Die afwijking wordt aangevraagd op basis van een sociaal verslag dat overgemaakt wordt aan de door de Regering aangewezen Regeringsdienst. De Regering aanvaardt of weigert de aanvraag op basis van de gegevens van het sociaal dossier en van de bijzondere en tijdelijke toestand van de rechthebbende. Zij motiveert haar beslissing.

Als de afwijking niet toegestaan wordt, heeft de rechthebbende of zijn vertegenwoordiger of de dienst het recht om beroep in te dienen bij de Regering. De afwijking wordt bij gewoon schrijven aangevraagd binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing tot weigering. De afwijking wordt door de Regering bij gemotiveerde beslissing toegekend of geweigerd na advies van de "Commission wallonne de la famille" (Waalse commissie voor het gezin). Die beslissing wordt meegedeeld aan de rechthebbende of aan zijn vertegenwoordiger en aan de dienst.

§ 2. § 1 van dit artikel is niet van toepassing op palliatieve patiënten, zoals bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 december 1999 tot vaststelling van de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor geneesmiddelen, verzorgingsmiddelen en hulpmiddelen voor palliatieve thuispatiënten, bedoeld in artikel 34, 14°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

§ 3. De toepassing van de grenzen 200 en 250 uren die in § 1 vastliggen is het voorwerp van een evaluatie. De door de Regering aangewezen Regeringsdienst maakt jaarlijks een verslag op m.b.t. de aangevraagde afwijkingen, de desbetreffende antwoorden en rechtvaardigingen.

Op basis van dat verslag mag de Regering desnoods wijzigingen aanbrengen in de grenzen waarin § 1 voorziet.

HOOFDSTUK VI. — *Subsidies*

Art. 28. § 1. De Regering verleent de dienst binnen de perken van de begrotingskredieten subsidies ter gehele of gedeeltelijke dekking van :

- 1° de personeelsuitgaven;
- 2° de werkingskosten;
- 3° de opleidings- en vergaderingsduur;
- 4° de vervoerskosten.

§ 2. Die subsidies worden toegekend o.a. op basis van de volgende gegevens :

1. het aantal uren gepresteerd door de hulpverleners bij de rechthebbende, tijdens vergaderingen, opleidingen of verplaatsingen;
2. het aantal prestaties verricht door de hulpverleners;
3. het aantal uren dat thuis bij de rechthebbende gepresteerd wordt op zaterdagen, zondagen en feestdagen, en tussen 6 en 8 uur en tussen 18 en 21 uur 30;
4. de anciënniteit van de gezinshelp(st)ers;
5. de bevolkingsdichtheid van de gemeente van de rechthebbende;
6. het aantal uren dat de vorige jaren aan de dienst is toegekend;
7. het aantal kilometers afgelegd door de werknemer.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van die subsidies op basis van een forfaitair bedrag per uur, kilometer of prestatie.

De subsidies worden minstens om de zes maanden uitbetaald.

Art. 29. De Regering verleent jaarlijks per dienst een maximumaantal gesubsidieerde uren activiteiten i.v.m. hulpverlening in het kader van dagelijkse handelingen. Dat aantal wordt "contingent" genoemd.

Het contingent wordt door de Regering vastgelegd op basis van de volgende criteria : het contingent dat het vorige jaar is toegekend aan de dienst, het contingent dat het vorige jaar is opgebruikt door de dienst, het aantal inwoners van de gemeente(n) bediend door de dienst, de leeftijd van de inwoners van de door de dienst bediende gemeente(n) en de omvang van de financiële bijdrage van de rechthebbenden op de dienst.

Art. 30. De Regering bepaalt hoe dat contingent tussen de diensten wordt uitgewisseld en hoe het van de ene dienst aan de andere overgedragen wordt.

Art. 31. De Regering voorziet in een systeem door middel waarvan de toegekende subsidieerbare uren die niet zijn opgebruikt door bepaalde diensten gegroepeerd en verspreid kunnen worden. Die uren worden toegekend aan de diensten die activiteiten hebben verricht bovenop de grenzen van het hen toegezezen contingent en, indien een saldo overblijft, aan de diensten die op een erkenning wachten.

Art. 32. De diensten organiseren bijscholingscursussen alsook vergaderingen die noodzakelijk zijn voor de vlotte werking van hun activiteiten. Daartoe genieten ze de subsidies bedoeld in artikel 28. De Regering bepaalt de minimale en maximale proportie van het contingent die voor die cursussen en vergaderingen voorzien moet worden, de minimale duur van de cursussen, alsook het minimumaantal gezinshelp(st)ers die de cursussen moeten volgen.

Art. 33. De diensten die maaltijden aan huis bezorgen, kunnen aanspraak maken op de in artikel 28 bedoelde subsidies voor activiteiten i.v.m. de verpakking en de distributie van maaltijden.

De Regering bepaalt het maximumaantal uren dat per dag en per gezinshelp(st)er voor de distributie van de maaltijden bestemd moet worden en het aantal prestaties geboekt in het kader van deze activiteit.

Art. 34. De geholpen persoon kan verzocht worden om een bijdrage in de verplaatsingskosten van de hulpverleners. De Regering bepaalt het bedrag van die bijdrage.

Art. 35. Er wordt rekening gehouden met de duur van de verplaatsing voor de activiteit die in aanmerking komt voor de toekenning van subsidies. De afgelegde afstand kan ook in aanmerking genomen worden voor de toekenning van een subsidie. De Regering bepaalt hoe die duur en die afstand in aanmerking genomen worden.

Art. 36. § 1. De erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp die gezinshelp(st)ers tewerkstelt in het kader van de verminderingen van de werkgeversbijdragen, die toegepast worden krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, in het kader van het overstromingsprogramma of van elke andere bepaling inzake tewerkstellingsbevorderende maatregel moet zich voor die hulpverleners aan de artikelen 25 en 32 van dit decreet houden.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt door de Regering een som aan de dienst toegekend en verdeeld per equivalent voltijdse betrekking bedoeld in § 1 en in artikel 13, § 5.

Die som wordt toegekend als tegemoetkoming in de verplaatsingskosten alsook in alle andere kosten bepaald door de Regering die niet het woorwerp uitmaken van bovenbedoelde tewerkstellingsbevorderende maatregelen.

Voor deeltijdse betrekkingen wordt de subsidie verhoudingsgewijs verminderd.

Art. 37. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt door de Regering een som aan de dienst toegekend per equivalent voltijdse betrekking van oppasser.

Die som wordt toegekend als tegemoetkoming in de onkosten van het administratief personeel en van de begeleidingsverantwoordelijken bedoeld in artikel 13, in de verplaatsingskosten, alsook in alle andere kosten bepaald door de Regering die niet het woorwerp uitmaken van bovenbedoelde tewerkstellingsbevorderende maatregelen. Die som wordt ook toegekend als tegemoetkoming voor de bijkomende loonkosten toegekend voor de prestaties bedoeld in artikel 28, § 2, punt 3.

Voor deeltijdse betrekkingen wordt de subsidie verhoudingsgewijs verminderd.

Art. 38. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt per equivalent voltijdse werknemer een door de Regering bepaalde som door de Minister toegekend aan de erkende dienst die onder de privé sector ressorteert.

Die som wordt toegekend per gezinshelp(st)er of oppasser die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 11, § 2, en 11, § 3, en voor wie de dienst in aanmerking komt voor een tewerkstellingsbevorderende maatregel, overeenkomstig het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Die som wordt gebruikt opdat de werkgevers het kostenverschil dat voortvloeit uit de gelijkschakeling van de loonkosten zouden kunnen dragen. De som van de subsidies verkregen in en buiten het kader van dit decreet mag niet hoger zijn dan de loonkosten van de betrokken werknemers.

§ 2. De subsidie bedoeld in § 1 wordt ten gunste van een werknemer slechts toegekend voor de periode waarin hij in aanmerking komt voor de subsidies toegekend overeenkomstig bovenbedoeld decreet van 25 april 2002.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en sancties*

Art. 39. Elke dienst moet zich onderwerpen aan de controle en de evaluatie die door de Regering georganiseerd worden, met name wat betreft de taken toevertrouwd aan de werknemers en het gebruik van de subsidies.

In geval van behoorlijk vastgestelde onregelmatigheid kan de Regering het voordeel van een deel of van het geheel van de subsidies opschorten voor een periode die zij bepaalt, al naar gelang van de ernst van de onregelmatigheid.

Art. 40. De Regering bepaalt welke controle- en evaluatiedocumenten door de erkende diensten overgemaakt moeten worden overeenkomstig artikel 16. Zij legt de in acht te nemen termijnen en procedure vast.

Art. 41. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle op de dienst wordt uitgeoefend door de ambtenaren die de Regering daartoe aanwijst.

Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van hulppolitieofficier van de procureur des Konings.

Deze ambtenaren moeten de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed vóór de vrederechter van hun woonplaats afleggen.

Bij het vervullen van hun opdracht kunnen ze :

1° alle controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen inzamelen die zij nodig achten, met name :

- a. het ondervragen van elke persoon over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitoefenen van het toezicht;
- b. zich elk nuttig document laten overmaken of elk nuttig document zoeken voor de vervulling van hun opdracht, er een afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° processen-verbaal van vaststelling opmaken die bewijskracht hebben, behalve tegenbewijs. Binnen vijftien dagen wordt een afschrift van de vaststelling van de feiten overgemaakt aan de beheerders en aan de overtreder.

Bovendien moet de dienst jaarlijks de volgende stukken overmaken :

1° de specifieke rekeningen of boekhoudfuncties overmaken waaruit blijkt dat de subsidies zijn gebruikt, met inbegrip van een gedetailleerde opgave van de subsidies en financiële tegemoetkomingen afkomstig van andere overheidsadministraties, privé-instellingen en diensten, alsmede van de bijdrage die van iedere rechthebbende wordt geëist;

2° een afschrift van de documenten van aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid met melding van de dienstprestaties van de gezinshelp(st)ers, de bejaardenhulp(st)ers, de maatschappelijk assistenten, de gegradueerde sociaal verplegers en het administratief personeel;

3° het jaarlijkse activiteitenverslag;

4° de lijst van de gezinshelp(st)ers en hun inschrijvingsnummer.

Art. 42. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en contrôle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing. » .

Art. 43. Elke belanghebbende kan bij het door de Regering aangewezen orgaan klacht indienen i.v.m. de werking van een dienst.

De Regering bepaalt de procedure voor de opvolging van die klacht.

Art. 44. Er wordt een boete van 1.000 à 10.000 euro opgelegd aan degenen die gebruik maken van de bewoordingen "service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées", "aide à la vie quotidienne" of "aide familiale" zonder erkend te zijn krachtens dit decreet. Hetzelfde geldt voor degenen die zich beroepen op het statuut of de hoedanigheid van gezinshelp(st)er zonder te beschikken over een certificaat waaruit blijkt dat ze de bij of krachtens dit decreet gestelde voorwaarden vervullen.

Er wordt een boete van 100 à 1.000 euro opgelegd aan de overtreders van de overige regels die bij of krachtens dit decreet zijn vastgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 45. Ingevolge de afschaffing van de specifieke opleiding die voor hen voorzien was, zijn de bejaardenhulp(st)ers die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet door de diensten tewerkgesteld zijn slechts bevoegd om hulp te verlenen aan personen die de leeftijd van minimum zestig jaar bereikt hebben, aan volwassenen met een erkende permanente en definitieve handicap van minimum 66 % , bevestigd aan de hand van één van de door de administratie erkende attesten, en aan gezinnen die een volwassene ten laste hebben met een erkende permanente en definitieve handicap van minimum 66 % , bevestigd aan de hand van één van de door de administratie erkende attesten.

Art. 46. De diensten erkend vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden overeenkomstig dit decreet geacht voor een duur van zes jaar erkend te zijn op de datum van inwerkingtreding ervan.

Art. 47. De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD.

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 671 (2007-2008), nrs. 1 tot 22.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 december 2007.

Bespreking - Stemmingen.